



A.P.S.I.S. EMERGENCE

Association régie par les articles 21 à 79
Du code civil local et la loi du 19 avril 1908

1 Rue d'Angleterre
57100 THIONVILLE

-oOo-

Exercice du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES



Yzico.fr

Yzico Audit 2, allée d'Evry - Technopôle de Brabois - CS 60132 - 54 600 Villers-Lès-Nancy Tél. : 03 83 67 69 00 Courriel : audit@yzico.fr

SAS au capital de 8 000 € - Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de l'Est
SIREN N° 399 166 222 RCS Nancy - TVA intracommunautaire FR 19 399 166 222

**RAPPORT DU
COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

A.P.S.I.S. EMERGENCE

Association régie par les articles 21 à 79 du code civil local
et la loi du 19 avril 1908

**1 Rue d'Angleterre
57100 THIONVILLE**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2023

Aux adhérents de l'association A.P.S.I.S.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association APSIS EMERGENCE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association APSIS EMERGENCE à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01 janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Yzico Audit 2, allée d'Evry - Technopôle de Brabois - CS 60132 - 54 600 Villers-Lès-Nancy Tél. : 03 83 67 69 00 Courriel : audit@yzico.fr

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l' Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nancy, le 14 mai 2024
Le Commissaire aux comptes



SAS YZICO AUDIT,
représenté par Marie-Noëlle PHILIPPON



Bilan Actif

APSIS EMERGENCE

Actif		Au 30/09/2024		Au 30/09/2023	
		Montant brut	Amort ou Perte	Montant net	
Immobilisations	Frais d'établissement	29 829	11 366	18 463	
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Cessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	11 866	10 387	1 478	1 861
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	41 695	21 753	19 942	2 722
Immobilisations	Terrains				
	Constructions	2 057 586	1 639 787	417 798	498 566
	Installations, matériel, outillage	1 615 188	973 077	642 110	659 587
	Immobilisations corporelles en cours				23 000
	Avances et acomptes				
	TOTAL	3 672 774	2 612 864	1 060 000	1 171 153
Bilan récapitulatif des immobilisations destinées à être cédées					
Immobilisations	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés	73 155		73 155	73 155
	Prêts	136 766		136 766	120 565
	Autres	9 559		9 559	8 924
	TOTAL	219 480		219 480	202 644
Actif circulant	Stocks et en cours				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	15 693		15 693	7 269
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	546 994		546 994	923 238
	TOTAL	562 687		562 687	930 497
Actif circulant	Valeurs mobilières de placement				
	Instrumentation de trésorerie				
	Disponibilités	1 277 246		1 277 246	1 313 058
	Charges constatées d'avance ⁽²⁾	22 410		22 410	7 619
	TOTAL	1 300 656		1 300 656	1 320 677
Passif	Frais d'émission des emprunts				
	Primes de remboursement des emprunts				
	Excédent de conversion Actif				
	TOTAL	4 592 595	2 624 667	1 967 928	3 226 836
TOTAL		9 575 320	2 636 421	6 938 900	5 400 256
Remarques					
(1) Dont droit au bail					
(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières					
(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					



Bilan Passif

APSIS EMERGENCE

Passif		au 30/09/2024		Au 30/09/2023	
		Montant brut	Amort ou Perte	Montant net	
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Fonds propres avec droit de reprise				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Excédent de réévaluation				
	Reserves				
	Reserves statutaires ou contractuelles				
	Reserves pour projet de l'entité				
	Autres				
	Report à nouveau				
Fonds propres	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficit)	374 215		374 215	839 620
		-20 714		-20 714	
	Fonds propres contingibles				
	Subventions d'investissement				
	Provisions réglementées				
	Montant des émissions de titres participatifs				
	Avances conditionnelles				
	Fonds propres	Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés					
Reprises pour liquidité					
Reprises pour charges					
Emprunts obligataires et assimilés					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)					
Emprunts et dettes financières diverses (1)					
Dettes fournisseurs et comptes rattachés					
Dettes des legs ou donations					
Dettes fiscales et sociales					
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Autres dettes					
Instrument de trésorerie					
Produits constatés d'avance					
	Etat du passif (Montant brut)	3 186 426		3 186 426	3 186 426

APSYS EMERGENCE

		2019-2020 Au 31/12/2019	2018-2019 Au 31/12/2018
		12 mois	12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	390	315
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		231
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	497 684	577 133
	dont patentes		
	Produits de tiers financiers		
	Cancers publics et subventions d'exploitation	6 610 482	6 542 359
	Versements des fondations au consommateur de la dotation consommable		
	Ressources liées à la généralité du public		
	Dons manuels	6 099	6 000
	Médias		
	Logi, donations et assurances vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	137 040	212 048
	Utilisations des fonds dédiés	635 200	180 652
Autres produits	26 840	28 889	
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		7 913 237	7 547 628
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	1 915 154	1 975 248
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	345 150	330 170
	Salaires et traitements	3 485 906	3 591 577
	Charges sociales	1 302 130	1 250 222
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	271 966	233 325
	Dotations aux provisions	17 516	
	Report sur fonds dédiés	594 568	817 292
	Autres charges	23 918	51 459
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		7 966 310	7 929 392

APSYS EMERGENCE

	Décl. 01-2021 Du 01-12-2021	Résultat 2021 Au 31-12-2021
Valeurs mobilières	12 net	87 900
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	9 033	4 843
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	9 033	4 843
Charges financières		
Cotisations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilés	8 777	10 682
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cession de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES	8 777	10 682
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	8 785	20 335
Sur opérations en capital	14 533	36 197
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL DES "PRODUITS EXCEPTIONNELS"	23 318	56 532
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	18 333	18 704
Sur opérations en capital		
Cotisations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	18 333	18 704
Exploitation		
Exploitation des salaires aux résultats	VII	
sur les bénéfices	Vid	-440
Bénéfice	1 403	440
RENTES ET LOYERS		
Evolution des capitaux en circulation en nature		
Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature	25 370	23 482
Bénévolat	25 868	39 808
Total	51 238	63 290
Charges des contributions volontaires en nature		
Souci en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	25 370	23 482
Prestations en nature	25 868	39 808
Personnel bénévole	51 238	63 290



Annexe aux comptes annuels

1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

« L'association regroupe des personnes animées par la volonté de favoriser la dignité l'autonomie et l'épanouissement des personnes du territoire où elle est appelée à exercer sa mission. Elle a pour objet de promouvoir et de gérer toute forme d'action relevant de la prévention et de la protection de l'enfance, de la médiation, de l'insertion et de la cohésion sociale

Elle peut créer et favoriser tout moyen utile aux objectifs déclinés dans le projet associatif

L'association ne poursuit aucun but lucratif politique ou religieux. Elle garantit les principes de liberté de conscience et de non-discrimination à l'égard de ses membres des salariés et des publics ciblés »

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.



Annexe page 3



Annexe aux comptes annuels

2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Nos missions s'organisent autour de :

La prévention spécialisée.

Le service des Mineurs Non Accompagnés

Le service Espace Rencontre : la médiation (familiale, scolaire, voisinage) le PAEJ (Point d'Accueil Écoute Jeunes), le lieu neutre

La Prévention spécialisée

La prévention spécialisée s'organise, dans des lieux où se manifestent des risques d'inadaptation sociale, des actions individuelles et collectives. Elles visent à prévenir la marginalisation et à faciliter l'insertion sociale des jeunes et des familles.

Dans ces lieux où se manifestent ces risques d'inadaptation sociale, le département de la Moselle participe aux actions. Elles visent à prévenir la marginalisation et à faciliter l'insertion ou la promotion sociale des jeunes et des familles.

Le service des Mineurs Non Accompagnés

Ce service a une capacité d'accueil de 35 lits depuis le 1er janvier 2020, réservés à des mineurs non accompagnés (âgés de 16 à 18 ans) confiés à l'association jusqu'à leur majorité, par les services de l'Aide Sociale à l'Enfance. Les axes d'accompagnement sont les suivants : Vie quotidienne, Orientation scolaire et suivi de la scolarité, Insertion professionnelle, Recherche de logement à la sortie du dispositif

Le service Espace Rencontre

Ce service propose une palette d'accompagnements à l'intention d'enfants, d'adolescents, de couples conjugaux et/ou parentaux, et de familles élargies

La Médiation

La médiation est un processus de construction ou de reconstruction du lien pour des personnes concernées par des situations de rupture ou de conflit.

Ce processus d'échanges et de communication est conduit à la demande des personnes. Par un médiateur, tiers impartial, garantissant un cadre neutre et confidentiel. Il s'appuie sur les ressources et la capacité d'auto-détermination des parties.

Le PAEJ

Le PAEJ a pour but de permettre à des jeunes de bénéficier d'un accueil, d'une écoute, d'un soutien, d'un accompagnement. Ou encore d'une orientation dans des situations de mal-être concernant des problématiques familiales, scolaires, sociales, relationnelles et/ou éducatives

Le Lieu Neutre

Ce lieu neutre a pour vocation le maintien des liens parents-enfants dans le cadre de séparations ou de divorces très conflictuels. Il permet la rencontre dans un espace sécurisé, et sur ordonnance judiciaire, entre l'enfant et le parent avec lequel il ne vit pas.

Annexe page 4



Annexe aux comptes annuels

3 Description des moyens mis en œuvre

Pour réaliser cet objet, l'association se propose :

De mettre en place des équipes éducatives qui travailleront suivant des méthodes adaptées au milieu. Afin de permettre aux jeunes des quartiers sur lesquels elles exercent leur activité, de conquérir leur autonomie, et aux habitants de se prendre en charge progressivement par eux-mêmes.

De travailler en liaison avec les élus, les collectivités territoriales, les organismes publics et privés, les associations, les travailleurs sociaux et les habitants.

D'informer les organismes compétents et d'intervenir auprès d'eux, si elle le juge opportun.

De développer l'étude et la recherche dans les milieux où s'exercera son activité. Le travail de l'ensemble des équipes de l'association s'effectue dans le respect des principes fondamentaux de la protection de l'enfance et de la médiation. Sa mission éducative s'appuie sur l'articulation de plusieurs volets d'intervention (action individuelle, action collective et action sur le milieu).

Concernant les Ressources Humaines de l'Association, plusieurs évolutions sont constatées, notamment en matière de :

Recrutement : l'Association recrute en moyenne 50 salariés par an pour compléter ses équipes éducatives. Les profils sont variés, il peut s'agir d'éducateurs spécialisés, de psychologues, de secrétaires, d'animateurs. L'association, embauche notamment, les apprentis qu'elle a formés sur deux ou trois années sur les postes de Moniteurs Educateur et Educateurs Spécialisés. De plus, nous recrutons en moyenne 10 salariés par an pour renforcer les équipes en période de vacances scolaires afin de proposer un panel d'actions et d'activités éducatives.

Formation : Le nombre d'heures de formation en lien avec les activités de l'entité s'est élevé à 4 539 heures en 2023 à comparer à 2 044 heures au titre de l'exercice précédent.



Annexe aux comptes annuels

4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Aucun fait d'importance significative n'est à signaler sur l'exercice 2023.

4.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.





Annexe aux comptes annuels

5 Principes et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-08 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-08 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

– continuité de l'exploitation,

– indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

5.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

Annexe page 3



Annexe aux comptes annuels

6 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

6.1 Actif immobilisé et méthode d'amortissements

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition.

Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

* Installations techniques : 5 à 10 ans

* Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans

* Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans

* Matériel de transport : 4 à 5 ans

* Matériel de bureau : 5 à 10 ans

* Matériel informatique : 3 ans

* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.



Annexe page 8



Annexe aux comptes annuels

6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations	Valeur brute début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
			Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	5 829	23 000	-	-	28 829
	11 856	-	-	-	11 856
Immobilisations corporelles					
Terrains	-	-	-	-	-
Constructions	2 057 588	-	-	-	2 057 588
Install. tech., mat., outillage	82 815	-	-	-	82 815
Install. générales, ag. divers	277 543	43 509	-	-	321 051
Matériel de transport	650 932	54 781	13 157	-	692 557
Mat. bur., informatique, mobilier	448 253	70 513	-	-	518 766
Immo. Corp. En cours	23 000	-	-	-	-
Autres immobilisations	-	-	-	-	-
	3 540 129	168 802	13 157	-	3 695 774
Immobilisations financières					
Participations	-	-	-	-	-
Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
Autres titres immobilisés	73 155	-	-	-	73 155
Prêts et autres immo. financières	128 490	-	-	-	128 490
	202 645	-	-	-	202 645
	3 742 774	168 802	13 157	-	3 898 419

annexe page 9



Annexe aux comptes annuels

6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations	Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Immobilisations incorporelles	9 829	4 537	-	14 366
	10 005	383	-	10 388
Immobilisations corporelles				
Terrains	-	-	-	-
Constructions	1 559 020	80 768	-	1 639 788
Install. Tech., mat., outillage	54 383	8 579	-	62 962
Install. générales, ag. divers	107 058	21 272	-	128 330
Matériel de transport	345 689	98 695	13 157	429 228
Mat. bur., informatique, mobilier	292 826	58 732	-	351 557
Immo. Corp. En cours	-	-	-	-
Autres immobilisations	-	-	-	-
	2 358 576	268 072	13 157	2 613 491
	2 375 810	271 958	13 157	2 634 611



annexe page 10



Annexe aux comptes annuels

6.1.3 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	16 834	4 920	-	-	-	21 754
Corporelles	2 358 976	287 046	-	13 157	-	2 612 866
TOTAL	2 375 810	271 966	-	13 157	-	2 612 610

6.1.4 Précisions sur d'autres créances significatives

6.1.5 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance sont de 22 410 € au 31/12/2023.

6.2 Fonds associatifs

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.



Annexe aux comptes annuels

6.2.1 Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

	Capital social	Primes	Plus-values	Moins-values	Autres
VARIATION DES FONDS PROPRES					
Fonds propres sans droit de reprise	526 249				526 249
Report à nouveau	839 620			-455 404	374 215
Excédent ou déficit de l'exercice	-465 406	465 404	-48 734		-48 734
Situation nette	900 464	465 404	-48 734	-455 404	851 730
Fonds propres consommables	0				0
Subventions d'investissement	74 952			-12 034	62 918
Provisions réglementées	0				0
TOTAL	975 416	465 404	-48 734	-477 438	914 648

6.3 Fonds dédiés, autres passifs

6.3.1 Fonds dédiés

[illegible]

6.3.2 Précisions sur d'autres dettes

6.3.2.1 Produits constatés d'avance

Il n'y a pas de produits constatés d'avance à la clôture des comptes 2023

6.3.2.2 Subventions à reverser

Le poste « subvention à reverser » constate l'obligation de reversement de subventions lorsqu'il est établi de manière définitive que l'un ou plusieurs objectifs fixés dans la condition résolutoire contenue dans la convention d'allocation de subvention ne pourra être rempli.

Il n'y a pas de subventions à reverser à la clôture des comptes 2022

6.3.3 Provisions pour risques et charges

	Montant initial de l'exercice	Evénements de fin d'exercice	Montant final de l'exercice
Provisions pour risques	0		
Provisions pour charges	340 254	17 516	357 769
Total	340 254	17 516	357 769



3.3.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages

Provisions pour engagements de retraite et d'ancienneté			
Engagements retraite	Prévue	Non provisionnée	Total
Indemnités de départ en retraite	357 769	0	357 769
Engagements de pension à d'anciens dirigeants			
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

La provision pour indemnité de départ en retraite a été évaluée selon la méthode prospective (méthode des unités de crédit projetées)

Le montant des engagements pris en matière de pensions, complément de retraite et indemnités assimilées au 31/12/2023 est de 357 789 €



Annexe aux comptes annuels

Le régime servi par l'entreprise correspond au versement de l'indemnité de départ volontaire à la retraite prévue par la convention collective nationale de travail des établissements et services pour personnes inadaptées et handicapées du 15 mars 1966 IDCC 0413.

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture :

- Taux d'actualisation financière annuel des sommes investies : 3,50 %
- Taux de charges patronales moyen pour les cadres : 55,00 %
- Taux de charges patronales moyen pour les non-cadres : 65,00 %
- Taux d'évolution salariales minimum : 0,00 %
- Taux d'évolution salariales maximum : 2,50 %
- Taux d'évolution salariale moyen : 1,07 %

6.4 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an ou plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-	-	-
	Prêts	136 768	-	136 768
	Autres	-	-	-
DE L'ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	15 694	15 694	-
	Autres	546 994	546 994	-
	Unions consulaires d'assurance	22 411	22 411	-
TOTAL		782 182	645 403	136 768
Prêts Accordés en cours d'exercice		-	-	-
Recouvrements ultérieurs en cours d'exercice		-	-	-



Annexe aux comptes annuels

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	À 1 an ou plus	À + d'1 an et 5 ans ou +	À + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	-	-	-	-
Autres emprunts obligataires	-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	221 234	57 987	163 248	-
Emprunts et dettes financières divers	-	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	96 319	96 319	-	-
Dettes fiscales et sociales	702 037	702 037	-	-
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	-	-	-	-
Autres dettes	54 039	54 039	-	-
Provisions constatées d'assurance	-	-	-	-
TOTAL	1 073 630	910 382	163 248	-

Emprunts souscrits en cours d'exercice

Emprunts remboursés en cours d'exercice

221 035

Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des établissements financiers à la clôture





Annexe aux comptes annuels

7 Informations relatives au compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concerne les opérations spécifiques qui suivent :

- Présentation des produits d'exploitation (cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés) ;
- Présentation des charges (aides financières, reports en fonds dédiés) ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

7.1.1 Résultat analytique du service Ex-Fajo pour l'exercice 2023

Le résultat analytique 2023 des services susmentionnés pour 2023 sont les suivants :
Résultat analytique déficitaire 2023 – Le FAJO (Mecs /Plateau de jour) : - 406 313 €

7.2 Contributions volontaires en nature

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services ;

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme par exemple la valeur locative des mises à disposition de locaux

Notre entité a décidé de comptabiliser les contributions volontaires en nature suivantes
Le bénévolat : la valorisation a été réalisée sur la base du taux du SMIC horaire chargé
La mise à disposition gratuite de locaux, à la valeur réelle de location

Nature de la contribution / modalités ayant permis de quantifier	Méthode de valorisation	Montant
Bénévolat	Taux SMIC brut avec charges patronales	25 868 €
Mise à disposition gratuite de loyer	Valeur réelle de location	25 370 €



Annexe aux comptes annuels

8 Informations relatives à la fiscalité

Informations relatives au régime fiscal

Les seuls produits imposables sont les produits financiers des parts sociales et des livrets (hors livret A).

8.1 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié y compris celui mis à disposition de l'entité se décompose ainsi par catégorie.

PRÉFET	RTP	NB CDD FEMMES	NB CDD HOMMES	NB CDD FEMMES	NB CDD HOMMES
Apprentis Nouvelle Embarcation	0 00	0 00	0 00	0 00	0 00
Cadre	19 11	1 18	3 58	0 15	7 95
Contrat d'accompagnement à l'emploi	0 67	0 00	0 00	0 00	0 00
Contrat d'Engagement Éducatif	0 02	0 00	0 00	0 00	0 00
Non Cadre	78 61	4 24	27 91	6 42	30 06
Total	98 41	5 42	31 49	6 57	38 01

**RAPPORT SPECIAL DU
COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

A.P.S.I.S. EMERGENCE

**Association régie par les articles 21 à 79 du code civil local
et la loi du 19 avril 1908**

**1 Rue d'Angleterre
57100 THIONVILLE**

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023

Aux adhérents de l'association A.P.S.I.S.,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

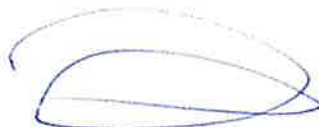
Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale, en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Nancy, le 14 mai 2024
Le Commissaire aux comptes



YZICO AUDIT,
représenté par Marie-Noëlle PHILIPPON

